



# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Afrique australe

Une publication du SER de Pretoria  
Du 24 au 28 Juin 2024

### LE CHIFFRE A RETENIR

# 67 000

emplois détruits par  
l'économie sud-africaine au  
premier trimestre 2024 -  
StatsSA

### Zoom sur : Annonce du nouveau « Gouvernement d'Union Nationale » (GNU) par le président Ramaphosa (*Republic of South Africa*)

Cyril Ramaphosa a annoncé dimanche 30 juin la constitution du nouveau « gouvernement d'union nationale » à la suite des élections générales sud-africaines du 29 mai. Pour rappel, ce scrutin avait vu pour la première fois l'*African National Congress* (ANC), parti du président Ramaphosa, perdre la majorité absolue (40,2%). Malgré l'engagement du président réélu de réduire le nombre de ministères au sein de son cabinet, ce dernier passe de 31 à 32 afin d'inclure sept des dix partis membres de la GNU avec l'ANC.

Après de longues négociations, la *Democratic Alliance* (DA – centre droit), principal parti d'opposition, reçoit six ministères, dont les ministères de l'agriculture (John Steenhuisen), de l'intérieur (Leon Schreiber), des travaux publics et des infrastructures (Dean Macpherson) et des communications (Solly Malatsi), de l'éducation (Siviwe Gwarube) et de l'environnement (Dion George).

Parmi les autres principaux changements, on peut noter la fusion des ministères de l'électricité et de l'énergie avec à sa tête Kgosientsho Ramokgopa, ministre de l'électricité rattaché à la Présidence du précédent gouvernement. Le renforcement de la position de M. Ramokgopa pourrait permettre une accélération des réformes du secteur de l'énergie dans le pays. Gwede Mantashe, président de l'ANC, perd donc l'énergie de son portefeuille, qui couvre toujours les mines, et désormais les ressources pétrolières. Par ailleurs, le ministère des entreprises publiques a été dissous et la gouvernance.

Le ministère du commerce, de l'industrie et de la concurrence (DTIC), convoité par la DA, échoit à l'ancien maire de Johannesburg Parks Tau (ANC), le parti d'opposition devant se satisfaire d'un vice-ministre, Andrew Whitfield. Le ministre des finances Enoch Godongwana est reconduit, de même que son vice-ministre David Masedo. La DA a également placé un vice-ministre aux finances et à l'électricité et l'énergie.

## Sommaire :

### Afrique australe

- L'Italie promet un financement de 320 M USD pour le corridor de Lobito (*S&P Global*)
- Lancement du African Vaccine Manufacturing Accelerator au Global Forum for Vaccine Sovereignty à Paris (*Le Monde*)

### Afrique du Sud

- Le PDG d'Eskom présente ses objectifs pour les prochaines années (*MyBroadband*)
- Anglo American annonce un partenariat avec Hype pour lancer 250 taxis à hydrogène vert pour les Jeux Olympiques à Paris (*Mining Weekly*)
- L'économie a détruit près de 70 000 emplois au T1 2024 (*StatsSA*)
- L'inflation des prix à la production diminue au mois de mai (*Stats SA*)
- Amélioration marginale de la confiance des consommateurs, qui reste toutefois faible (*Bureau for Economic Research*)

### Angola

- Les autorités angolaises organisent l'importation de 270 000 tonnes de riz d'ici décembre 2024 (*Jornal de Angola*)

### Lesotho

- Le FMI conclut sa mission annuelle d'analyse économique « Article IV » (*FMI*)

### Mozambique

- Conclusion de la mission de l'équipe du FMI au Mozambique, dans le cadre de la 4ème revue du FEC 2022-2025 (*FMI*)

### Namibie

- La Namibie s'apprête à construire une deuxième usine de dessalement pour répondre à sa demande croissante en eau (*News24*)

### Zambie

- Zambie : début de construction de 15 mini-réseaux solaires par ENGIE (*Agence Ecofin*)
- Le FMI approuve la troisième revue de son programme et acte une hausse de son montant (*FMI*)

### Zimbabwe

- Zimbabwe : visite de la ministre des Technologies de l'Information et de la Communication en Chine (*The Herald*)

# Afrique australe

## **L'Italie promet un financement de 320 M USD pour le corridor de Lobito (S&P Global)**

L'Italie s'est engagée à mobiliser 320 M USD pour financer le développement du corridor de Lobito, rejoignant ainsi un groupe de bailleurs de fonds comprenant déjà les Etats-Unis et l'Union Européenne. Le corridor de Lobito est le nom du projet consistant à moderniser et à développer le corridor ferroviaire existant reliant les régions riches en cuivre et en cobalt du nord de la Zambie et du sud de la République Démocratique du Congo au port de Lobito en Angola. Ce dernier a pour but de garantir l'approvisionnement en cobalt et cuivre, minéraux critiques à la transition énergétique. Les USA et l'UE ont signé en octobre 2023 un protocole d'accord avec l'Africa Investment Corporation, la Banque africaine de développement, les gouvernements angolais, zambien et congolais, dans le cadre d'investissements annoncés sur le corridor. La concession a été octroyée à un consortium composé de l'entreprise suisse Trafigura (49,5%), du portugais Mota-Engil Engenharia e Construcao Africa (49,5%) et l'opérateur ferroviaire Vecturis. De son côté, la Chine développe le projet concurrent, avec des financements de la Banque Mondiale, de rénovation de la ligne de chemin de fer de la Tanzania-Zambia Railway Authority (TAZARA) reliant la même Zambie au port de Dar Es Salaam en Tanzanie sur l'océan Indien.

## **Lancement du African Vaccine Manufacturing Accelerator au Global Forum for Vaccine Sovereignty à Paris (Le Monde)**

Le président français Emmanuel Macron s'est joint à plusieurs dirigeants africains, dont le président botswanais Masisi, pour donner le coup d'envoi du African Vaccine Manufacturing Accelerator (AVMA). L'AVMA est un programme de financement de 1,2 Mds USD destiné à stimuler la production de vaccins en Afrique, alors que la pandémie de COVID-19 a mis en évidence les inégalités d'accès à la vaccination dont le continent africain a

fortement souffert. L'Union Africaine s'est fixé l'objectif que 60 % des vaccins africains soient fabriqués sur le continent d'ici à 2040. Dans cette optique, le fabricant de vaccins sud-africain Biovac, a signé à Paris des accords avec le géant pharmaceutique français Sanofi et l'entreprise sud-coréenne EuBiologics pour produire des vaccins contre la polio et la méningite. Sanofi fournira les ingrédients pharmaceutiques actifs et Biovac se chargera de la formulation, du remplissage, de la finition et de la distribution du vaccin sous sa propre marque dans plus de 40 pays africains. Enfin, Biovac a également reçu un engagement de 10 M EUR de la part du gouvernement français pour accélérer ses travaux sur un vaccin oral contre le choléra.

# Afrique du Sud

## **Anglo American annonce un partenariat avec Hype pour lancer 250 taxis à hydrogène vert pour les Jeux Olympiques à Paris (Mining Weekly)**

Selon Mining Weekly, le producteur de platine Anglo American côté à la Bourse de Johannesburg (JSE) a annoncé une collaboration avec un des leaders mondiaux de l'opération de taxis à propulsion hydrogène, Hype. L'entreprise étant fournisseuse officielle des taxis pour les Jeux Olympiques de Paris, le partenariat devrait permettre de déployer une flotte de 250 nouveaux véhicules à pile combustible d'hydrogène. Certains de leurs composants sont produits à partir de métaux du groupe platinoïde (PGM) extraits par Amplats, filiale du groupe minier sud-africain. Parmi ces véhicules, il faudra compter notamment sur des modèles e-expert de chez Peugeot ainsi que sur des e-Jumper de la marque Citroën. Ce déploiement s'inscrit dans le programme H2 Moves Europe, qui vise à encourager l'adoption de la technologie de pile à combustible à hydrogène fin de décarboner les moyens de transports. Avec ce partenariat, l'objectif affiché est de démontrer lors des JO à une large audience tout le potentiel de cette nouvelle technologie.

## **Le PDG d'Eskom présente ses objectifs pour les prochaines années (MyBroadband)**

Arrivé à la tête d'Eskom en mars 2024, M. Dan Marokane a mis en avant dans une interview sa volonté d'améliorer la disponibilité de l'électricité en Afrique du Sud, problème majeur du pays depuis 15 ans et qui entrave son développement économique. Pour y arriver, plusieurs grands chantiers ont été présentés. Tout d'abord, concernant les centrales existantes (thermiques et nucléaire), l'augmentation de l'efficacité énergétique du parc de production à 65 % ainsi que la remise en service de trois centrales représentant 2 500 MW. Le deuxième sujet principal est la distribution de l'électricité avec le fonctionnement autonome de la National Transmission Company of South Africa, issue d'Eskom, prévu à partir du 1er juillet 2024. Il a rappelé également passer d'un rythme de construction de nouvelles lignes de transmission de 300 km à 800 km par an au cours des deux ou trois prochaines années afin de connecter les nouvelles capacités d'énergies renouvelables au réseau électrique. Eskom devrait également s'engager à poursuivre son dégroupage en créant une entité autonome pour la distribution d'électricité. M. Marokane a également révélé qu'Eskom collaborait avec la South African Nuclear Energy Corporation pour acquérir des réacteurs nucléaires modulaires à petite échelle (SMR) afin de remplacer une partie de la capacité qui sera perdue dans les centrales à charbon mises hors service.

## **L'économie a détruit près de 70 000 emplois au T1 2024 (StatsSA)**

D'après la dernière publication de StatsSA relative au marché du travail, 67 000 emplois ont été détruits dans le secteur formel non-agricole au premier trimestre 2024 (pour un total de 10,7 M emplois), après une perte de 168 000 emplois au trimestre précédent. Les secteurs les plus touchés sont ceux du commerce (-57 000), des services aux personnes (-18 000), des services aux entreprises (-4 000) et le secteur minier (-3 000), alors que les secteurs manufacturier (+12 000), du transport (+2 000) et de la construction (+1 000) enregistrent des créations d'emplois. La baisse a davantage touché les

emplois à temps partiel (-38 000, soit -3,1% par rapport au T4 2023) que les emplois à temps plein (-29 000, soit -0,3% par rapport au T4 2023). Au total, le nombre d'emplois dans le secteur formel non-agricole a diminué de 0,6% par rapport au trimestre précédent, et de 0,7% par rapport à la même période de l'année précédente. Ces résultats défavorables viennent confirmer la précédente étude de StatsSA, publiée le 14 mai (*Quarterly Labour Force Survey* – enquête plus large, basée sur les réponses des ménages), qui évoquait une hausse du taux de chômage de 0,8 point à 32,9% de la population active au T1 2024 – pour rappel, l'indicateur reste supérieur de près de 3 points à son niveau de mars 2020, avant le déclenchement de la crise de la Covid-19. Enfin, à noter que le salaire mensuel moyen des employés dans le secteur formel non-agricole a diminué de 1,6% par rapport au trimestre précédent, pour atteindre 26 531 ZAR, traduisant une baisse du pouvoir d'achat des ménages.

## **L'inflation des prix à la production diminue au mois de mai (Stats SA)**

Selon l'agence nationale de statistiques (StatsSA), l'inflation des prix à la production (PPI) des produits manufacturés a atteint 4,6% sur un an au mois de mai, après 5,1% au mois d'avril. Les postes qui ont le plus contribué à cette hausse sont le poste « coke, pétrole, produits chimiques, caoutchouc et plastiques » (+7,3%, soit une contribution positive de 1,7 point), les « produits alimentaires, boissons et tabac » (+3,8%, soit une contribution positive de 1,1 point) et les « métaux, machines et équipements » (+5,5%, soit une contribution positive de 0,8 point). Les prix à la production de l'eau et de l'électricité poursuivent leur forte hausse, bien que celle-ci tende à ralentir légèrement (+12,1% sur un an au mois de mai, contre +14,4% au mois d'avril). Les prix des produits miniers poursuivent en revanche leur diminution (-6,4% sur un an au mois de mai, après -5,5% au mois d'avril).

## **Amélioration marginale de la confiance des consommateurs, qui reste toutefois faible (Bureau for Economic Research)**

L'indice de confiance des consommateurs FNB/BER a poursuivi sa progression (+3

points par rapport au trimestre précédent), pour atteindre -12 (sur une échelle de -100 à +100), soit un point haut depuis décembre 2022. Le niveau de confiance des consommateurs demeure toutefois particulièrement dégradé, alors que l'indice s'inscrit continuellement en territoire négatif depuis le troisième trimestre 2019. A noter que l'enquête a été réalisée entre les 3 et 14 juin, soit après les résultats de l'élection générale du 29 mai, mais avant la finalisation du gouvernement d'unité nationale. L'évolution de l'indice s'explique par un regain de confiance des ménages à faible et moyen revenus (respectivement moins de 5 000 ZAR et entre 5 000 et 20 000 ZAR par mois), tandis que la confiance des ménages à hauts revenus reste inchangée. La reprise progressive de la confiance des consommateurs, couplée avec la stabilisation de l'inflation (+5,2% en mai 2024), peut laisser présager une amélioration des perspectives de consommation, alors que la consommation réelle des ménages est actuellement en baisse (-0,4% sur un an au T1 2024).

## Angola

### **Les autorités angolaises organisent l'importation de 270 000 tonnes de riz d'ici décembre 2024 (Jornal de Angola)**

Notant la forte dépendance externe de l'Angola sur le plan alimentaire, le ministère du commerce et de l'industrie a attribué à neuf entreprises, sélectionnées à la suite d'un appel d'offres, des licences les autorisant à importer 270 000 tonnes de riz au total d'ici la fin de l'année. Les neuf entreprises sélectionnées (*Noble group S.A, Bsrat General Trading Lda, Beilul Comércio Geral Lda, Merhat Comércio e Indústria Lda, Anseba Lda, Angoalissar Comércio e Indústria Lda, Ros' Bien Lda, Gulkis et Hidmona General Lda*) devraient bénéficier d'un prix moyen de 420 000 AOA (environ 453 EUR) par tonne, contribuant à réduire le prix moyen d'un sac de riz (25 kg) de 26 000 AOA (28 EUR) actuellement à près de 16 500 AOA (17 EUR), hors pertes de change.

## Lesotho

### **Le FMI conclut sa mission annuelle d'analyse économique « Article IV » (FMI)**

A l'issue de sa mission annuelle d'analyse économique (dite mission « Article IV »), menée du 3 au 14 juin, le Fonds Monétaire International (FMI) a publié ses premières conclusions. L'institution monétaire relève plusieurs développements encourageants : i) la progression de la croissance, qui atteindrait 2,7% sur l'exercice budgétaire 2024/25, soutenue par les activités de construction, contre 2,2% en 2023/24 et 1,6% sur l'exercice précédent; ii) la décélération de l'inflation (+7,1% en avril 2024, après un pic de 8,2% au mois de janvier); iii) la politique fiscale prudente menée par le gouvernement lesothan, qui a permis de dégager un excédent fiscal de +6,1% sur l'exercice 2023/24, de relever le niveau de réserves (qui représentent désormais 4,5 mois d'importations) et de contenir le niveau de la dette (61,5% du PIB en 2023/24, contre 64,5% sur l'exercice précédent); iv) la perspective de l'augmentation, dès l'année 2024, des royalties perçues au titre du *Lesotho Highlands Water Project II* (qui pourraient représenter 6,5% du PIB sur l'exercice 2024/25, contre 3,5% du PIB auparavant), suite à la renégociation des termes du contrat liant le Lesotho et l'Afrique du Sud. Le FMI souligne néanmoins la nécessité pour le Lesotho de continuer à réduire ses dépenses publiques (les dépenses récurrentes représentant plus du double de la moyenne des pays de la SACU) et de mener des réformes structurelles visant à diversifier davantage l'économie.

## Mozambique

### **Conclusion de la mission de l'équipe du FMI au Mozambique, dans le cadre de la 4<sup>ème</sup> revue du FEC 2022-2025 (FMI)**

Le FMI et le Gouvernement sont parvenus à un accord sur la politique économique et les réformes pour parachever la 4<sup>e</sup> révision semestrielle du FEC mis en place en mai 2022 (456 M USD / 340,8 M SDR ; sur 3 ans). Evaluant positivement la performance du

semestre audité, le chef de la mission, Pablo Lopez Murphy, a indiqué que les principaux sujets d'attentions avait porté sur : (i) le renforcement des mesures de consolidation budgétaire, afin de réduire les besoins de financement interne et les vulnérabilités liée à la dette publique ; (ii) le contrôle de l'inflation ; (iii) la poursuite de l'assouplissement de la politique monétaire dans un contexte favorable ; (iv) les efforts d'amélioration de la gouvernance. Dans le cadre de cet accord, qui permettra un décaissement de 45,44 M SDR (60 M USD), a été convenue la mise en œuvre d'importantes mesures, en vue, notamment, de renforcer : la maîtrise fiscale ; l'efficacité des services publics ; l'amélioration de la transparence des marchés publics ; la sauvegarde des dépenses destinées aux populations les plus vulnérables ; et la gestion des entreprises publiques. Pour 2024, la projection de croissance du PIB a été abaissée à 4,3% (soit 0,7 % de moins que lors de la prévision de début d'année), l'économie demeurant bien orientée mais moins dynamique qu'en 2023 (qui avait vu une croissance de 6%), en raison notamment des reports des grands projets du secteur extractif, le PIB hors secteur extractif devant, pour sa part, croître de 3,5% (2% en 2023).

## Namibie

**La Namibie s'apprête à construire une deuxième usine de dessalement pour répondre à sa demande croissante en eau (News24)**

Alors que la Namibie fait face à la pire sécheresse depuis un siècle en Afrique australe, son ministre de l'agriculture, de l'eau et de la réforme agraire Calle Schlettwein a annoncé la construction d'une deuxième usine de dessalement d'environ 20 millions de mètres cubes qui entrerait en construction en janvier 2025. Face à une sécheresse historique, le pays a en effet déclaré l'état de catastrophe naturelle. La hausse de la demande en eau est également alimentée par la recrudescence du secteur de l'uranium, due à une forte augmentation de son cours (d'environ 50 USD la livre en janvier 2023 à 85 USD en juin 2024, plus haut niveau

depuis 2007). Les projets ambitieux de production d'hydrogène vert pourraient être une source de demande supplémentaire. Selon le ministre, les sources d'eau existantes du pays, notamment les nappes phréatiques et l'usine de dessalement du français Orano auraient déjà atteint leur production maximale durable de près de 30 millions de mètres cubes par an. Depuis 2010, l'usine de dessalement de Wlotzkasbaken, située à 20 km au nord de Swakopmund, produit environ 20 millions de m<sup>3</sup>/an d'eau potable grâce à la technologie de l'osmose inverse et disposerait de capacités supplémentaires pour augmenter sa production. Celle-ci est opérée par l'entreprise sud-africaine Nafasi Water pour le compte d'ORN. L'eau douce est vendue par Orano à la compagnie nationale Namwater et alimente les clients industriels (mines) et les habitants de la région de l'Erongo, autour de Swakopmund. La nouvelle installation, qui devrait commencer à produire de l'eau en 2027, alimentera notamment la mine d'Husab (Swakop Uranium), détenue majoritairement par une filiale de China General Nuclear Power Company (CGNPC).

## Zambie

**Zambie : début de construction de 15 mini-réseaux solaires par ENGIE (Agence Ecofin)**

Selon Agence Ecofin, la construction de 15 mini-réseaux solaires par ENGIE Energy Access a débuté cette semaine en Zambie. Le fournisseur de la solution « Paygo » et de mini-réseaux français, via sa filiale MySol Grid Zambia, lance donc le projet soutenu depuis juin 2023 par la Facilité pour l'inclusion énergétique. Cette dernière s'était engagée à apporter 7,5 M USD de dette afin de construire un ensemble de 60 mini-réseaux, qui, à terme permettront à 40 000 personnes en Zambie d'avoir accès à l'électricité. L'initiative, qui par ailleurs rentre dans le cadre du programme IAEREP financé par le 11e Fonds européen de développement, verra MySold Grid Zambia construire, exploiter et maintenir ces mini-réseaux qui seront implantés dans cinq provinces zambiennes. Ce projet, comme le souligne Gilian-Alexandre Huart,

directeur général d'ENGIE Energy Access, conforte le rôle important que joue l'entreprise dans le plan national d'électrification du pays et inscrit cette dernière dans une collaboration étroite avec les autorités locales pour étendre l'accès à l'énergie et promouvoir le développement durable.

### **Le FMI approuve la troisième revue de son programme et acte une hausse de son montant (FMI)**

Le 26 juin, le conseil d'administration du FMI a approuvé la troisième revue de son programme (Facilité Elargie de Crédit – FEC) et acté une hausse de son montant, débloquent le décaissement immédiat de 433,34 DTS (environ 570 M USD). Ce programme de financement, octroyé le 31 août 2022, vise à renforcer la stabilité macroéconomique du pays et à relancer une croissance inclusive, dans un contexte économique difficile marqué par la restructuration de la dette externe du pays. Reconnaisant les efforts réalisés par les autorités zambiennes dans la mise en œuvre du programme (l'ensemble des critères de performance quantitatifs, la quasi-totalité des cibles indicatives et sept repères structurels sur huit ont été atteints à la fin de l'année 2023), dans la restructuration de sa dette externe (signature par l'ensemble des parties du *Memorandum of Understanding* conclu avec les créanciers officiels, atteinte d'un accord avec les créanciers obligataires respectant la comparabilité de traitement avec les créanciers officiels) et prenant en compte les conséquences dramatiques de la sécheresse induite par le phénomène El Nino sur l'économie du pays (la croissance devrait ainsi ralentir à 2,3% en 2024, après 5,4% en 2023, et contre une prévision initiale de 4,7%), l'institution financière internationale a acté une hausse du montant du programme de 192 DTS (soit environ 383 M USD), portant son montant total à 1 271,66 DTS (soit 1,7 Md USD,

contre 1,3 Md USD initialement). La décision du FMI débloquent le décaissement immédiat de la quatrième tranche du programme (environ 570 M USD, incluant l'intégralité de l'enveloppe supplémentaire approuvée le 26 juin), portant le décaissement total réalisé dans le cadre du programme à 852,98 M DTS (soit environ 1,1 Md USD).

## Zimbabwe

### **Zimbabwe : visite de la ministre des Technologies de l'Information et de la Communication en Chine (*The Herald*)**

Selon *The Herald*, la ministre des Technologies de l'Information, de la Communication, des Postes et des Services de Courrier du Zimbabwe Tatenda Mavetera s'est rendue cette semaine à Shanghaï afin d'assister au *Mobile World Conférence 2024*. La ministre, a aussi mis à profit son voyage en Chine pour visiter le centre de Recherche & Développement de Huawei. La ministre Mavetera a souligné la nécessité pour le Zimbabwe d'étendre rapidement son réseau 5G afin de profiter des technologies intelligentes développées par des entreprises comme Huawei, afin de transformer le pays et assurer la réalisation du plan Vision 2030.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : SER de Pretoria, SE de Luanda

[leopold.vinot@dgtresor.gouv.fr](mailto:leopold.vinot@dgtresor.gouv.fr), [nicolas.viossat@dgtresor.gouv.fr](mailto:nicolas.viossat@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SER de Pretoria

Abonnez-vous : [leopold.vinot@dgtresor.gouv.fr](mailto:leopold.vinot@dgtresor.gouv.fr)